Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218301539-20241127-2024-119-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/11/2024

Publication : 28/11/2024

N° D'ORDRE : 2024-119

## MAIRIE DE SAINT MANDRIER SUR MER E X T R A I T

## DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers En exercice : 2

Présents: 20 SEANCE DU 22 NOVEMBRE 2024

Pouvoirs: 05
Excusé: 01
Absent: 03
Qui ont pris part
à la délibération: 25

Date de convocation: 15 novembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-deux novembre à dix-huit heures trente le Conseil municipal de la ville de SAINT-MANDRIER-SUR-MER a été assemblé dans la salle des fêtes du square Marc Baron, sous la présidence de M. Gilles VINCENT, Maire.

<u>Présents</u>: M. VINCENT Gilles, Maire – Mme ESPOSITO Annie – M. MARIN Michel - M. TOULOUSE Christian - Mme VIENOT Véronique – Mme DEMIERRE Colette - M. VINCENT Romain - M. CHAMBELLAND Michel – Mme PICHARD Laure – Mme BECCHINO BEAUDOUARD Sylvie – M QUENET Xavier - Mme MATHIVET Séverine – Mme LABROUSSE KYPRAIOS Sylvie – M. FONTANA Alain - M. CAILLEAUX Rémi – Mme ARGENTO Katia – M. FRANCESCHINI Damien – M. LE PEN Jean-Ronan - M. CALMET Pierre - Mme ROCHE Mathilde.

<u>Pouvoirs</u>: Mme DEFAUX Catherine donne pouvoir à M. VINCENT Gilles; M. DEDONS Fabrice donne pouvoir à M.TOULOUSE; Mme ASNARD Majorie donne pouvoir à Mme ESPOSITO Annie; M. CLAVE Denis donne pouvoir à M. LE PEN Jean-Ronan; M. DEZEREAUD Phillippe donne pouvoir à M.CALMET Pierre.

Excusé: M. SAUVAT Sébastien.

Absent: M. BLANC Romain; Mme SAUQUET; MONTAGNY Nolwenn.

Secrétaire de séance : M.FRANCHESCHINI Damien.

## 6. <u>VERSEMENT D'UNE SUBVENTION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT – ANNEE 2024</u>

Monsieur le maire explique que, comme chaque année, il est saisi d'une demande de subvention du conseil départemental de l'accès au droit (CDAD) du var au regard des permanences juridiques effectuées sur la commune.

Il propose à mesdames et messieurs les membres du conseil municipal de verser une subvention d'un montant de 3 073  $\in$  (0.5  $\in$  par habitant).

Il est précisé que les crédits sont disponibles sur le chapitre 65 du budget principal de la commune.

Le conseil délibérant,

- OUI l'exposé de monsieur le maire ;
- VU le Code général des collectivités territoriales ;

## **DECIDE A L'UNANIMITE**

D'autoriser monsieur le maire à verser la subvention au conseil départemental de l'accès au droit.

Signé: Le Maire,

**Gilles VINCENT**